

REPUBLIQUE FRANCAISE

Mairie de Boisemont

ARRETE 2023/59

REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION

Le Maire de la Commune de Boisemont,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L22-12 à L22-13.4,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et leurs textes d'application,

Vu l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière, modifiée,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Considérant la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux pour un diagnostic amiante (carottage chaussée) effectués par l'entreprise GINGER CEBTP, rue Guy Lussac, 78990 Elancourt.

ARRETE

Article 1 : Des travaux pour un diagnostic amiante (carottage chaussée), effectués par l'entreprise GINGER CEBTP, rue Guy Lussac, 78990 Elancourt, à compter du 12 décembre 2023, pour une durée de 30 jours calendaires, sur la RD 922, au croisement entre la rue de Meulan et la sente des Châtaigniers, 95000 Boisemont.

Article 2 : La société en charge des travaux devra prendre contact avec Monsieur Didier DAINE, adjoint au maire en charge des travaux de la commune (06.65.78.97.54), avant et après l'intervention.

Article 3 : Pendant toute la durée du chantier :

- La vitesse sera limitée à 30 kms/heure
- Le stationnement et le dépassement seront interdits.

Article 4 : Les agents travaillant sur le chantier et à proximité seront porteurs de gilets en tissu fluorescent.

Article 5 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel en date du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire. La fourniture, la mise en place, l'entretien des panneaux de signalisation sont à la charge de l'entreprise.

Article 6 : La réfection du trottoir et accotement devront être conforme aux prescriptions jointes en annexe. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

Article 7 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 8 : Le Maire de la commune de Boisemont, le Commandant de la brigade de police de Jouy-le-Moutier sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Boisemont, le 28 novembre 2023
L'adjoint au Maire, chargé des travaux,

